

Côte d'Ivoire : Sortir enfin de l'ornière ?

I. SYNTHÈSE

A la veille du second tour de l'élection présidentielle, la tension ne cesse de monter entre les partisans de Laurent Gbagbo et ceux d'Alassane Ouattara. Le 19 et le 22 novembre des échauffourées ont opposé des partisans des deux candidats, faisant, plusieurs blessés. Ces incidents sont symptomatiques de la détérioration du climat en Côte d'Ivoire depuis l'annonce des résultats du premier tour. Ils s'ajoutent à la brutalité de certains discours de campagne et font planer le spectre d'un scrutin calamiteux. L'heure n'est plus à l'autosatisfaction et aux exhortations courtoises. Le message unique de la communauté internationale et des Nations unies doit être clair : les acteurs politiques et militaires ivoiriens doivent accepter les résultats du vote du 28 novembre. Ceux qui opteraient pour le sabotage du dernier acte de cette présidentielle par des fraudes, des intimidations d'électeurs ou des violences s'exposeront à de nouvelles sanctions individuelles de l'ONU.

Les responsables politiques ivoiriens doivent s'employer dans les prochains jours à faire baisser la température afin de préserver l'acquis d'un premier tour exemplaire qui a déjoué les pronostics les plus pessimistes. Après une campagne électorale relativement paisible, les opérations de vote du 31 octobre n'ont en effet été marquées par aucun incident significatif. Observateurs internationaux et nationaux ont exprimé leur satisfaction. Ce premier tour a en outre enregistré un taux de participation record de près de 84 pour cent, preuve s'il en est de la volonté des Ivoiriens de clore une décennie dramatique.

Le comportement louable des électeurs contraste toutefois avec un scrutin marqué par de nombreuses imperfections techniques, même si ces dernières n'ont pas été d'ampleur suffisante pour remettre en cause le résultat global de la consultation. Dans de nombreux bureaux de vote, des agents électoraux manquaient à l'appel. La Commission électorale indépendante (CEI) a aussi fait preuve de fébrilité lors de la centralisation et de la vérification des résultats. Elle a omis d'informer le public sur l'avancée de ses opérations pendant près de 48 heures, ouvrant ainsi une période lourde de rumeurs et de danger. Si elles n'étaient pas corrigées, ces anomalies pourraient compromettre la crédibilité du second tour et donner des arguments à l'un ou l'autre camp pour contester les résultats.

La sécurisation du vote a été très aléatoire. Le Centre de commandement intégré (CCI), en charge de cette tâche cruciale, a mobilisé un nombre important d'hommes, évalué à 6 500 sur les 8 000 prévus. Mais ces derniers, appelés en urgence à la veille de l'élection, manquaient d'équipements et de moyens de communication. Ils ont été absents de nombreux lieux de vote et incapables de coordonner leur action avec les forces impartiales de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (Onuci) et de la force française Licorne. Ce qui est grave car, en cas de troubles, l'Onuci n'intervient que sur demande explicite du CCI. Pour pallier les insuffisances du CCI, le président Laurent Gbagbo a décidé le 14 novembre de déployer environ 1 500 membres de l'armée loyaliste dans le nord du pays, toujours contrôlé par l'ex-rébellion. Rien ne dit aujourd'hui que ces soldats resteront impartiaux.

Finalement, le résultat direct de ce premier tour aura été de renvoyer s'affronter au second tour les deux candidats les plus antagonistes du paysage politique ivoirien : le président sortant Laurent Gbagbo, qui a obtenu 38,3 pour cent des voix sera opposé à l'ancien Premier ministre Alassane Ouattara, crédité de 32,08 pour cent des suffrages. Tout l'enjeu pour ces deux hommes sera de réussir à capter les voix de l'électorat de l'ancien chef d'Etat Henri Konan Bédié, arrivé troisième avec 25,24 pour cent des voix. Dans ce contexte, il est à craindre que les populations du groupe ethnique baoulé, base électorale traditionnelle du parti de Bédié, soient soumises à de fortes pressions, allant de l'intimidation à la violence de la part des camps en compétition.

Pour les deux candidats et leurs entourages immédiats, l'enjeu du 28 novembre 2010 est crucial. Il s'agit pour Laurent Gbagbo de conserver le fauteuil présidentiel face à un prétendant déterminé à le conquérir. Le risque est de voir le jeu politique déraiser vers des troubles graves avant, pendant ou après le scrutin, puisque chaque camp dispose des moyens de la violence, bien que de manière asymétrique. Dans les deux camps, une frange minoritaire mais extrémiste pourraient être tentée, en cas de défaite, de contester, une fois encore, les résultats dans la rue. En octobre 2000, après la victoire de Laurent Gbagbo à la présidentielle, de violents affrontements avaient opposés membres du Rassemblement des républicains (RDR) d'Alassane Ouattara et partisans du nouveau chef de l'Etat.

Les moyens d'échapper à une répétition de ce scénario sont pourtant connus. Il faut avant tout veiller à assurer une meilleure organisation du second tour, afin qu'il y ait le moins de contestation possible des résultats du scrutin et donc moins de risque de violences. Plus généralement les mesures suivantes doivent être prises:

- ❑ La classe politique ivoirienne doit se garder de tout discours extrémiste et respecter la volonté des citoyens de mettre fin à la crise en passant par les urnes. Elle devra faire preuve de maturité politique et accepter les résultats du second tour, ou utiliser les voies légales de recours en cas de contestation, même si celles-ci sont étroites.
- ❑ Le Premier ministre Guillaume Soro doit jouer jusqu'au bout son rôle d'arbitre, que lui confère implicitement l'Accord politique de Ouagadougou (APO) du 4 mars 2007 et qu'il a endossé depuis sa prise de fonction et, si nécessaire, appeler vigoureusement les deux camps au calme.
- ❑ La Commission électorale indépendante (CEI) doit corriger toutes les imperfections techniques constatées au premier tour pour que le second ne soit pas contestable. En prévision du dépouillement et du comptage des voix, elle doit préparer un plan de communication afin d'informer au fur et à mesure les Ivoiriens de l'avancée de ses opérations et prévoir d'annoncer des résultats partiels, afin d'éviter une dangereuse période de latence où s'installeraient peurs et rumeurs.
- ❑ Le Conseil constitutionnel devra démontrer une neutralité absolue, tant pour la validation des résultats que pour l'examen d'éventuels recours.
- ❑ Les autorités ivoiriennes doivent s'assurer de la meilleure coordination possible avec les forces internationales impartiales afin de sécuriser le vote et les électeurs. Elles doivent veiller à ce que toutes les forces de défense et de sécurité affectées à la sécurisation du scrutin restent neutres et impartiales.
- ❑ La communauté internationale doit continuer à soutenir mais aussi à faire pression sur les responsables politiques ivoiriens. Le président américain Barack Obama, qui jouit d'une grande popularité en Côte d'Ivoire, devrait réitérer, à la veille du second tour, le message d'apaisement qu'il avait envoyé avant le premier tour. La communauté internationale doit aussi rappeler aux candidats et à leurs équipes, notamment aux responsables chargés des questions sécuritaires et de la mobilisation des jeunes, qu'ils seront tenus pour responsables de tout dérapage de la part de leurs partisans.
- ❑ Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU devront communiquer aux responsables politiques ivoiriens leur intention de suivre très attentivement le déroule-

ment du processus électoral. Ils doivent en outre demander au Conseil de se prononcer rapidement et fermement en cas de violences ou de la manipulation des résultats issus des urnes. Les responsables politiques et militaires ivoiriens doivent garder à l'esprit que le régime de sanctions du Conseil de Sécurité est toujours actif et que de nouveaux noms peuvent être ajoutés à la liste actuelle.

- ❑ La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union africaine doivent appeler publiquement les candidats à la retenue. Leur message doit être commun et cohérent avec celui du Conseil de sécurité de l'ONU sur les sanctions possibles en cas de violences organisées.

II. LES LEÇONS DU PREMIER TOUR

A. UN PROCESSUS ELECTORAL HONORABLE

Deux faits majeurs ont marqué le premier tour de l'élection présidentielle ivoirienne qui opposait quatorze candidats, dont le président sortant Laurent Gbagbo (La majorité présidentielle, LMP), l'ex-Premier ministre Alassane Ouattara (Rassemblement des républicains, RDR) et l'ancien chef d'Etat Henri Konan Bédié (Parti démocratique de Côte d'Ivoire, PDCI, ancien parti unique) : son climat serein et son taux de participation exceptionnel.

Pour ce premier tour, la Côte d'Ivoire a enregistré le taux de participation à une élection le plus élevé de son Histoire : près de 84 pour cent des 5,7 millions d'électeurs inscrits sur les listes électorales se sont rendus aux urnes. Ce vote massif illustre sans doute l'importance que les Ivoiriens accordent à la démocratie. Il démontre surtout la lassitude de la population vis-à-vis de la crise ouverte par le putsch de 1999 et la tentative de coup d'Etat de 2002 de la rébellion des Forces nouvelles (FN), qui a débouché sur le partage en deux du pays. Pour une grande majorité d'Ivoiriens, cette élection présidentielle doit permettre de mettre une fin définitive à cette décennie dramatique.

Alors que beaucoup craignaient des violences, aucun incident grave n'a eu lieu le jour d'un vote reporté à six reprises depuis 2005. Observateurs nationaux et internationaux ont même estimé qu'il s'était déroulé dans un climat « pacifique ». Selon les Nations unies, qui ont, suivant leur mandat, validé le scrutin quelques jours après l'annonce des résultats, « aucune violation majeure des droits de l'Homme n'a été enregistrée »¹ tandis que l'Union européenne a déclaré n'avoir détecté « aucun incident

¹ Voir « Election 'pacifique' en Côte d'Ivoire, selon le représentant de l'ONU », Agence France-Presse, 3 novembre 2010.

majeur ni signe de fraude ».² Sur le plan national, la Convention de la société civile ivoirienne (CSCI), importante coalition d'organisations non gouvernementales qui avait déployé un millier d'observateurs sur le terrain, a jugé pour sa part que le scrutin était « globalement satisfaisant ».³

Ce premier tour serein est la suite finalement logique d'une campagne électorale où, une fois n'est pas coutume, l'exposition des programmes l'a emporté sur les attaques personnelles et les insultes. Seuls quelques incidents ont émaillé les quinze jours de campagne qui s'est étalée du 15 au 30 octobre 2010.⁴ L'élection du 31 octobre est l'aboutissement d'un cycle positif entamé début septembre avec l'acceptation par les trois principales forces politiques du pays d'une liste électorale définitive, laquelle obstruait depuis des mois le chemin vers les élections.

C'est dans le sillage de ce cycle positif, marqué par une volonté partagée de la classe politique d'aller aux urnes, qu'un dernier obstacle a été surmonté. Quelques jours seulement avant le scrutin, la tension était subitement montée avec une polémique sur le système électronique de comptage des voix. Les membres représentant l'opposition au sein de la Commission électorale indépendante (CEI) avaient soudain décidé de protester contre le choix de l'entreprise⁵ sélectionnée pour faire la transmission et le traitement informatique des résultats, l'estimant partielle parce que filiale d'un bureau d'études dirigé par un proche de Gbagbo. Après un arbitrage, le Premier ministre, Guillaume Soro, a annoncé le 26 octobre 2010 qu'il y aurait finalement un comptage manuel et électronique.

Enfin, contrairement à ce qui était redouté, l'annonce des résultats, le 3 novembre 2010, n'a pas non plus provoqué de remous importants. Seules quelques centaines de parti-

sans de Henri Konan Bédié, arrivé troisième derrière Gbagbo et Ouattara, ont manifesté leur colère après la défaite de leur candidat en brûlant des pneus devant le siège de leur parti à Abidjan, pour protester contre le « braquage électoral » dont ils s'estimaient victimes.⁶

En plus de la volonté politique d'aller aux élections et de celle de la population d'en finir avec la crise, l'attention portée par la communauté internationale à la question ivoirienne a contribué à stabiliser ce vote. Le message du président américain Barack Obama, par exemple, aurait joué un rôle important dans le comportement pacifique de tous les acteurs du processus électoral.⁷

B. DE NOMBREUSES IMPERFECTIONS

Si le premier tour du scrutin s'est déroulé calmement, il y a cependant eu de nombreuses imperfections qu'il est impératif de corriger pour le second tour. Si elles n'ont pas été de nature à changer les résultats du vote et les grands équilibres politiques qui en ont découlé, elles pourraient avoir de lourdes conséquences, le second tour s'annonçant beaucoup plus serré et donc plus tendu que le premier.

Les Nations unies ont ainsi noté des « irrégularités mineures ». Des observateurs ont notamment relevé que du matériel de vote manquait dans certains bureaux. Ailleurs, tous les agents électoraux n'étaient pas présents, ce qui a obligé les présidents des bureaux concernés à faire appel dans l'urgence à des volontaires pour compléter leurs équipes.⁸ De nombreux agents électoraux se sont révélés mal ou pas formés pour accomplir correctement leur tâche.⁹ Selon l'Union européenne (UE), qui avait déployé 120 observateurs, environ un dixième des urnes n'était pas correctement scellé.¹⁰

De plus, des nombreux procès verbaux n'ont pas été correctement rédigés, le plus souvent involontairement, faute d'une bonne formation ou même d'électricité.¹¹ Le soir du scrutin, des problèmes de transmission de résultats des bureaux de vote vers les Commissions électorales locales (CEL) de réception ont aussi été observés dans plusieurs

² Voir « La forte mobilisation des électeurs ivoiriens offre l'opportunité d'ouvrir l'espace démocratique qui leur appartient; elle interpelle les acteurs politiques et électoraux pour qu'ils améliorent la suite du processus électoral », communiqué de presse de l'Union européenne, 2 novembre 2010.

³ Entretiens de Crisis Group, responsables de la CSCI, Abidjan, novembre 2010. Voir aussi la « déclaration préliminaire : mission d'observation de l'élection présidentielle du 31 octobre 2010 en Côte d'Ivoire ». La CSCI a couvert 7 000 des 19 000 bureaux de vote existants.

⁴ Des candidats n'ont pas pu, notamment, faire campagne dans certaines localités, comme à Guiglo (ouest, fief de Gbagbo) où Ouattara a été empêché de tenir un meeting. Des affiches de candidats ont été arrachées, des menaces proférées à l'égard des électeurs dans certaines zones. Entretien de Crisis Group, responsables de la CSCI, Abidjan, novembre 2010. Voir aussi « Déclaration de la mission d'observation électorale de la Convention de la société civile ivoirienne sur l'affichage de la liste électorale définitive, la distribution des cartes d'électeur et d'identité et la campagne électorale », Abidjan, 14 octobre 2010,

⁵ Il s'agit de SILS Technology. Société ivoirienne située à Abidjan.

⁶ Voir « Côte d'Ivoire: des jeunes pro-Bédié protestent à Abidjan après la défaite », Agence France-Presse, 4 novembre 2010.

⁷ Entretien de Crisis group, haut fonctionnaire ivoirien, Abidjan, 11 novembre 2010.

⁸ Entretiens de Crisis Group, responsables de la CSCI, Abidjan, novembre 2010.

⁹ Entretiens de Crisis Group, membres de la communauté internationale, Abidjan, novembre 2010.

¹⁰ Voir « La forte mobilisation des électeurs ivoiriens ... », communiqué de presse de l'Union européenne, op. cit.

¹¹ Entretien de Crisis Group, diplomate, Abidjan, 9 novembre 2010.

localités.¹² Toutes ces imperfections techniques ne sont certes pas de nature à modifier la configuration politique issue du premier tour, mais elles témoignent de la fébrilité d'une CEI qui n'a pas entièrement maîtrisé son sujet et qui s'est souvent montrée brouillonne et mal préparée.

En plus de ces problèmes purement techniques, des incidents entre électeurs ont été signalés le jour de l'élection en marge des opérations de vote : dans quelques localités, notamment à San Pedro (sud-ouest), des électeurs ont été empêchés d'aller voter par des militants de la majorité présidentielle.¹³ A Korhogo (nord), fief du RDR, le représentant de Gbagbo a lui été empêché de suivre les opérations de vote.¹⁴ A Daloa (centre-ouest), des jeunes ont agressé, après les opérations de dépouillement, des « allochtones », leur reprochant de ne pas avoir voté pour Gbagbo.¹⁵

Des dysfonctionnements inquiétants ont aussi été observés sur le plan de la sécurisation du vote, normalement assurée par le Centre de commandement intégré (CCI) et sa force mixte composée de membres de l'armée régulière et d'anciens rebelles des Forces nouvelles (FN), avec l'appui des forces de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (Onuci, 9 150 hommes) et de l'opération Licorne (900 hommes). Au lieu des 8 000 éléments prévus, le CCI n'a finalement pu en urgence mobiliser que 6 500 hommes. Cinq mille ont été ajoutés, en quelques jours, à un contingent qui ne comptait encore que 1 500 hommes le 25 octobre 2010.¹⁶

Des observateurs de l'UE ont noté que la moitié des bureaux de vote n'étaient pas sécurisés par le CCI et que des éléments d'autres forces de sécurité étaient là à leur place.¹⁷ Selon les observateurs européens, dans au moins un cas sur six, des gendarmes ont assisté aux opérations de vote et au dépouillement des bulletins à l'intérieur du bureau de vote, ce qui est contraire à la loi.¹⁸

En outre, les militaires du CCI étaient très peu, voire pas du tout équipés. Ils n'avaient ni armes, ni moyens de communication, ni ordres de mission définis. La coordination avec les autres forces de sécurité était donc très mauvaise, puisque les forces de l'Onuci ne savaient pas où la plupart des brigades du CCI étaient déployées.¹⁹ Ces manquements auraient pu avoir de lourdes conséquences en cas de troubles importants.

Le moment le plus délicat, celui de l'annonce des résultats, qui doit intervenir selon la loi dans les 72 heures suivant la clôture des bureaux de vote, a été extrêmement mal géré par la CEI.²⁰ Alors qu'elle avait déclaré avant l'élection qu'elle ne donnerait pas de résultats partiels, la commission a diffusé le soir du vote les chiffres d'une quinzaine de circonscriptions de l'étranger. Puis, après avoir annoncé de nouveaux résultats pour la nuit de lundi à mardi, elle n'a finalement rien communiqué, sans explication.

Cette absence de communication de la part de la CEI sur l'avancée des opérations de dépouillement ou sur des résultats partiels a alimenté, principalement à Abidjan, de nombreuses rumeurs alarmistes, évoquant pêle-mêle l'organisation de fraudes, l'intervention de militaires ou une mise à l'abri du candidat Ouattara.

Très inquiète, la population, en particulier celle d'Abidjan qui représente un tiers de l'électorat, a préféré rester chez elle jusqu'à l'annonce des résultats, donnant à la capitale des allures de « ville morte ». ²¹ Cette tension a entraîné l'entrée en scène de l'armée : le chef d'état-major, le général Philippe Mangou, a demandé aux Ivoiriens, dans une déclaration publique diffusée le 2 novembre 2010, de garder leur « calme » et leur « sérénité ».²²

III. UN SECOND TOUR DE TOUS LES DANGERS

A. UN SCRUTIN TRES OUVERT

Les résultats du premier tour laissent apparaître une seconde manche très ouverte. Les deux candidats, le président sortant Laurent Gbagbo et l'ancien Premier ministre

¹² Elles étaient essentiellement dues à des problèmes logistiques mais aussi à une mauvaise connaissance du terrain. Entretiens de Crisis Group, membres de la communauté internationale, Abidjan, novembre 2010.

¹³ Entretiens de Crisis Group, membres de la communauté internationale ; responsables de la CSCI, Abidjan, novembre 2010.

¹⁴ Entretien de Crisis Group, responsable politique, Abidjan, novembre 2010.

¹⁵ Entretiens de Crisis Group, responsables de la CSCI, Abidjan, novembre 2010.

¹⁶ Entretien de Crisis Group, responsable militaire international, Abidjan, novembre 2010.

¹⁷ Les forces de l'ex-rébellion des FN au nord et les forces loyalistes au sud.

¹⁸ Voir « La forte mobilisation des électeurs ivoiriens ... », communiqué de presse de l'Union européenne, 2 novembre 2010.

¹⁹ Entretien de Crisis Group, membre des forces impartiales, Abidjan, novembre 2010.

²⁰ Pour une analyse de la composition et du fonctionnement de la CEI, voir le Briefing Afrique de Crisis Group N°62, *Côte d'Ivoire : les impératifs de sortie de crise*, 2 juillet 2009.

²¹ Entretien de Crisis Group, journaliste, Abidjan, novembre 2010.

²² Voir « Election ivoirienne : l'armée ivoirienne appelle au calme dans l'attente des résultats », Agence France-Presse, 2 novembre 2010.

Alassane Dramane Ouattara ont des chances quasi égales de l'emporter. L'arithmétique politique, qui est bien souvent très différente de la réalité électorale, donnerait la victoire à Alassane Ouattara. Allié à Henri Konan Bédié et à deux petits partis au sein du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), il réunit potentiellement un peu plus de 60 pour cent des électeurs du premier tour.²³ Laurent Gbagbo peut quant à lui se prévaloir de six points d'avance sur son adversaire et de très bons scores en dehors de ses bassins électoraux traditionnels de l'Ouest et de la pointe sud-est, notamment sur le flanc oriental du pays, notamment dans le Sud Comoé, le Moyen Comoé et le Zanzan, ainsi qu'à Abidjan.

Pour chacun des deux candidats, il va d'abord s'agir de consolider ses bastions électoraux afin de faire le plein des voix dans son propre camp. Compte tenu de la polarisation politique du pays et de l'antagonisme qui oppose les deux formations en lice, cette tâche sera sans doute la plus facile. Les deux présidents vont aussi chercher à récupérer les 4 pour cent de votes obtenus par les « petits » candidats, notamment ceux de l'Union démocratique pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire (UDPCI), quatrième force du pays, qui a totalisé 2,5 pour cent des voix à l'issue de la première manche.²⁴

Mais le principal enjeu va se situer autour du report des voix d'un homme : celles du candidat malheureux du PDCI, Henri Konan Bédié. C'est vers le PDCI et son électorat majoritairement baoulé que les deux camps vont porter leurs efforts. Le porte-parole de Gbagbo et président du Front populaire ivoirien (FPI), Pascal Affi N'Guessan, a bien résumé la situation: les Baoulé « seront au centre de la campagne électorale car c'est de leur vote que dépend principalement l'issue du second tour du scrutin. Ils seront l'objet d'intoxications, de manipulations pour tenter de les opposer à leurs frères et sœurs avec qui ils cohabitent depuis des années et partagent des intérêts communs ».²⁵

Le vote baoulé reste totalement incertain. Quelques jours après les résultats du premier tour, Bédié a appelé à voter pour Ouattara. Mais ses partisans ne suivront pas obligatoirement sa consigne de vote. D'une part, une partie des membres de son parti restent hostiles à Ouattara, notamment parce qu'ils estiment sa nationalité « douteuse ».²⁶

D'autre part, le candidat Bédié n'est plus en position de force dans sa formation. Chassé du pouvoir en 1999, défait au premier tour de la présidentielle 2010, il apparaît de plus en plus comme un homme faible appartenant au passé, dans lequel les jeunes militants du PDCI ne se reconnaissent plus.²⁷

Il est possible que des cadres de son parti fassent campagne localement pour Ouattara : une victoire du candidat RHDP peut leur laisser espérer un rôle important dans une future administration. Mais il est possible aussi que certains cèdent à des tentatives de récupération, ouverte ou secrète, de la part du camp de Gbagbo, qui dispose de moyens financiers considérables. Cependant, même en parvenant à rallier des personnalités du PDCI, la majorité présidentielle n'est pas du tout certaine de capter une partie suffisante de son électorat pour faire la différence. Pour de nombreux fidèles de l'ancien parti unique, parmi les plus âgés cette fois, Laurent Gbagbo reste l'homme qui s'est opposé à leur leader historique Félix Houphouët-Boigny.

Pour les deux partis, le risque est de voir l'électorat PDCI boudier les urnes, faute de pouvoir se reconnaître dans l'un ou l'autre des prétendants au poste de président. Dans ce cas de figure, une abstention forte des électeurs du PDCI jouerait en faveur de Laurent Gbagbo, qui a besoin de moins de nouvelles voix pour gagner. Pour cette raison, il n'est pas improbable que le camp présidentiel mette au point des stratégies pour empêcher des électeurs de voter dans certaines parties du pays.

B. TROIS RISQUES MAJEURS

La bataille autour du vote des électeurs traditionnels du PDCI s'annonce donc sans merci et porte en soi un important risque de tensions. Avant et pendant le scrutin, les militants du PDCI, et plus largement des membres de l'ethnie baoulé, pourraient être soumis à de très fortes pressions, voire des violences, de la part des deux camps, chacun d'eux souhaitant bénéficier de leurs voix. Déjà, à l'issue du premier tour, des planteurs baoulé de Daloa et de Gagnoa ont été attaqués et ont vu leurs plantations détruites par des jeunes partisans du président sortant, qui les accusaient d'avoir « mal voté ».²⁸ Dans l'Ouest du pays, où se sont installés de nombreux Baoulés, le risque

²³ Le RHDP a été créé le 18 mai 2005. Il regroupe le RDR, le PDCI, l'UDPCI et le Mouvement des forces d'avenir (MFA).

²⁴ Parti de Feu Robert Gueï, l'UDPCI occupe une position ambivalente sur l'échiquier politique ivoirien. Il est en même temps membre du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) et implanté à l'Ouest, une région traditionnellement favorable à Laurent Gbagbo.

²⁵ Voir « Affi N'Guessan aux baoulé: 'il ne s'agit pas d'obéir aveuglement à un mot d'ordre' », *L'Inter*, 9 novembre 2010.

²⁶ Au milieu des années 1990, Bédié et Ouattara se sont âprement disputés pour la succession de Félix Houphouët-Boigny. Pour

éliminer son adversaire de la course à la présidence, Bédié a développé le concept « d'ivoirité » et ses partisans ont fait campagne sur l'idée qu'Ouattara ne serait pas ivoirien mais burkinabè. En 1995, Ouattara a été exclu de l'élection présidentielle sous ce prétexte.

²⁷ Entretiens de Crisis Group, militants de la jeunesse du PDCI, Abidjan, novembre 2010.

²⁸ Entretiens de Crisis Group, responsables politiques; membres de la communauté internationale, Abidjan, novembre 2010.

est de voir les empêchements de vote ainsi que les représailles postélectorales se multiplier lors du second tour.

Quelques jours après les résultats du premier tour, des responsables politiques du PDCI ont indiqué être soumis, eux et leurs proches, à d'importantes pressions de la part, notamment, de partisans du camp présidentiel. Le maire d'une petite commune a confié qu'il avait donné pour consigne à ses concitoyens de se préparer « à se défendre par tous les moyens, y compris en se procurant des armes ».²⁹ Le président du FPI, Pascal Affi N'Guessan, s'est quant à lui adressé à des ressortissants du centre, fief des Baoulé, leur disant qu'il fallait se mobiliser autour du président Laurent Gbagbo pour lui apporter leurs voix « sinon ce qui risque d'arriver serait trop grave ou dommageable pour certains d'entre vous ».³⁰

Au-delà de ces risques localisés, cette élection recèle un danger plus large, lié à son enjeu considérable. Elle fait figure d'ultime dénouement ou, comme le formule un responsable politique, « d'ultime occasion de vider un long contentieux ».³¹ Cette fois, il s'agit de la conquête du pouvoir. La bataille oppose, qui plus est, les deux forces les plus antagonistes du pays, et risque de ramener la question de l'identité au centre du débat public.

Laurent Gbagbo met certes en avant sa volonté de dépasser le vote ethnique et doit sa victoire du premier tour au fait qu'il a enregistré de forts scores en dehors de sa région d'origine. S'il veut poursuivre sur cette lancée et se présenter comme le rassembleur d'un pays divisé, il a peu intérêt à agiter lui-même le chiffon rouge de l'ethnicité. Mais il pourrait laisser à l'aile la plus dure de son camp le soin d'utiliser ce genre d'argument afin de rallier tous ceux qui contestent encore la nationalité ivoirienne d'Ouattara. Il pourrait aussi continuer à dénigrer son adversaire en l'accusant non pas d'être « étranger » mais d'être derrière le coup d'Etat de 1999 et d'avoir initié la rébellion de septembre 2002.³²

Chez les partisans les plus farouches du camp présidentiel, on va jusqu'à qualifier ce second tour de « finale » entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, allusion à la

nationalité présumée d'Alassane Ouattara et aux origines supposées de la rébellion des FN.³³ Pour les militants du RDR, privés de participation à une élection présidentielle depuis 1995, c'est enfin l'occasion de prendre une revanche sur l'Histoire et de voir leur parti gouverner pour la première fois le pays. Alassane Ouattara s'est lui aussi lancé dans une surenchère verbale en traitant ses adversaires d'assassins.³⁴

L'antagonisme entre les partisans de Laurent Gbagbo et ceux d'Alassane Ouattara est ancien et s'est violemment exprimé à deux reprises lors de la dernière décennie. Après l'élection présidentielle d'octobre 2000 remportée par Laurent Gbagbo, des miliciens pro-Gbagbo du mouvement des « jeunes patriotes » alliés à des éléments des forces de sécurité s'étaient battus contre des militants du RDR. Ces affrontements avaient provoqué des dizaines de morts. En mars 2004, une manifestation hostile au chef de l'Etat a été très violemment réprimée par les forces de l'ordre, avec à la clé de graves violations des droits de l'Homme et un bilan d'au moins 150 morts, selon l'ONU.

En plus de ce grave contentieux, la manière de fonctionner très centralisée du pouvoir depuis l'indépendance est telle qu'une défaite signifierait dans l'esprit des deux camps la perte totale pour l'un, et l'impossibilité pour l'autre, de tout accès au pouvoir, et donc aux ressources au moins jusqu'à la prochaine présidentielle. Par conséquent, chaque camp fera probablement tout pour échapper à cette perspective.

Souvent évoquée, mais jamais prouvée, l'existence d'un arrangement entre les trois grandes forces politiques du pays qui prévoirait un partage postélectoral du pouvoir et la victoire organisée de Laurent Gbagbo est peu crédible. On voit mal en effet comment Alassane Ouattara qui se présente pour la première fois à la présidentielle après quinze ans d'attente et Henri Konan Bédié qui voulait prendre une revanche sur l'histoire, auraient pu accepter une défaite arrangée, même au prix d'un siège de Premier ministre ou de Président de l'assemblée nationale.

²⁹ Entretiens de Crisis Group, responsables politiques du PDCI, Abidjan, novembre 2010.

³⁰ Voir « Pascal Affi N'Guessan (porte-parole de Gbagbo) aux Baoulé: 'Apportez votre voix à Gbagbo sinon ce qui risque d'arriver serait trop grave pour certains d'entre vous' », *Le Nouveau Réveil*, 11 novembre 2010.

³¹ Entretien de Crisis Group, responsable LMP, Abidjan, 10 novembre 2010.

³² Lors d'un meeting à Agboville, Laurent Gbagbo a accusé son concurrent d'être responsable de la « violence politique » dans le pays depuis une décennie. Voir « Gbagbo et Ouattara durcissent le ton avant le second tour », Agence France-Presse, 21 novembre 2010.

³³ Alassane Ouattara est accusé par ses adversaires d'être un Burkinabé et d'avoir usurpé sa nationalité ivoirienne. Au début de la guerre, les autorités ivoiriennes ont reproché au président burkinabé d'être derrière la rébellion du 19 septembre 2002. Entretiens de Crisis Group, jeunes patriotes, Abidjan, 12 novembre 2010.

³⁴ « C'est le FPI (Front populaire ivoirien) qui a assassiné le général Robert Guéï », chef de la junte militaire au pouvoir de 1999 à 2000 et qui fut tué aux premières heures du coup d'Etat de 2002, a affirmé Alassane Ouattara lors d'un meeting à Abidjan, le 20 novembre 2010. Voir « Gbagbo et Ouattara ... », Agence France-Presse, op. cit.

L'annonce des résultats sera, comme lors du premier tour, le moment le plus délicat à gérer pour les responsables politiques et la communauté internationale. Les extrémistes de chaque camp pourraient être tentés de ne pas utiliser les voies légales de recours, en cas de fraudes supposées ou réelles, notamment parce que ces dernières sont d'un accès très complexe.

L'article 60 du code électoral remanié en 2008 stipule en effet que tout candidat à l'élection présidentielle peut présenter au Conseil constitutionnel une « réclamation concernant la régularité du scrutin ou de son dépouillement », en déposant les pièces de cette requête « dans les trois jours qui suivent la clôture du scrutin ».³⁵ Or les résultats du scrutin doivent, selon le même code, être publiés dans le même laps de temps. Cet article 60 laisse par conséquent une marge de manœuvre extrêmement faible à tout requérant potentiel.³⁶ A cela s'ajoute la très faible confiance qu'a le RHDP dans un Conseil constitutionnel présidé par Paul Yao N'Dré, un proche du chef de l'Etat.

Dès lors, trois dangers principaux guettent cette élection. Si Gbagbo l'emporte, il pourrait être confronté à Abidjan et dans les grandes villes du pays à des manifestations spontanées de jeunes militants du RDR en colère ou directement organisées par le RHDP. Le risque serait de voir le scénario de 2004 se répéter : une répression violente des forces de l'ordre qui pourrait faire boule de neige.

Si Ouattara gagne l'élection, les durs du camp présidentiel pourraient, quant à eux, être tentés de créer une situation insurrectionnelle, avec l'aide des « jeunes patriotes » et miliciens qu'ils contrôlent encore à Abidjan et des forces de sécurité qui leur sont dévouées, et de chercher à rester au pouvoir, en présentant le président Gbagbo comme le seul garant de l'ordre et de la sécurité. Les affrontements du 19 novembre à Abidjan ont montré que les partisans les plus extrémistes du camp présidentiel sont toujours actifs et prêts à en découdre³⁷.

Au Nord, des éléments de la branche militaire des FN pourraient aussi mal réagir à une victoire de Gbagbo. Ils craignent une vague de représailles en cas de réélection du président sortant. L'un des principaux chefs de la rébellion a déclaré à Crisis Group « qu'il sera difficile de se sentir en sécurité au sein d'une nouvelle armée unifiée » si Laurent Gbagbo est élu et qu'il sera « obligé d'aller vivre ailleurs ou de changer de métier ». ³⁸ L'aile militaire et provinciale des FN s'inquiète, en outre, qu'aucun des deux candidats n'évoque dans sa campagne l'avenir de ces forces et celui de leurs hommes.

Cette aile dure obéit de moins en moins aux ordres de la branche politique du mouvement, confortablement installée à Abidjan autour de Guillaume Soro. Ses chefs sont peu susceptibles de rester les bras croisés en cas de victoire litigieuse de Laurent Gbagbo ou d'exactions commises contre des ressortissants du Nord si Alassane Ouattara sortait vainqueur. A court terme, ils pourraient s'affronter aux forces de défense et de sécurité envoyées pour sécuriser le vote. A moyen terme, ils pourraient aussi tenter d'empêcher la réunification du pays, une fois le nouveau président élu.³⁹ Dans ce contexte, l'influence de Blaise Compaoré sur le Nord pourrait se révéler centrale dans le processus d'acceptation des résultats dans l'espace contrôlé par l'ex-rébellion et également dans le travail de réunification du pays après les élections.

Ces cas de figure ne sont que des hypothèses et il ne tient qu'à la volonté des forces politiques en présence de ne pas leur donner de réalité. Reste que de nombreux signes montrent que le climat politique s'est considérablement crispé depuis le premier tour. Avant même que la campagne électorale pour le second tour ne débute, les discours de part et d'autres se sont durcis. Les partisans de Ouattara accusent le camp présidentiel d'utiliser un langage agressif, voire guerrier, et de faire systématiquement référence à la guerre qui a partagé le pays en deux et dont ils attribuent en partie la responsabilité à Ouattara. En face, les supporters de Gbagbo reprochent à leurs adversaires de vouloir préparer les esprits à une victoire si certaine de leur champion compte tenu de son alliance politique avec le PDCI, que tout résultat contraire ne pourrait être que le résultat d'une fraude massive.⁴⁰

³⁵ Entretien de Crisis Group, spécialiste des questions électorales, Abidjan, novembre 2010. Voir aussi l'Ordonnance portant ajustement du code électoral pour les élections générales de sortie de crise, 14 avril 2008.

³⁶ Henri Konan Bédié a ainsi voulu déposer un recours après le premier tour mais sa requête n'a pas été reçue par le Conseil constitutionnel, parce qu'arrivée hors du délai imposé par l'article 60 du code électoral.

³⁷ Armés de gourdins et de bâtons, environ 300 membres de la Fédération estudiantine de Côte d'Ivoire, proche de Laurent Gbagbo, ont pris position devant le siège du RHDP à Abidjan, le vendredi 19 septembre. Après un long face à face, ils se sont ensuite battus avec des jeunes militants du RHDP, faisant plusieurs blessés. Les deux camps ont été séparés par les forces de l'ordre. Voir « Echauffourées à Abidjan entre jeunes pro-Gbagbo et pro-Ouattara », Agence France-Presse, 19 novembre 2010.

³⁸ Entretiens de Crisis Group, Nord de la Côte d'Ivoire, novembre 2010.

³⁹ Entretiens de Crisis Group, membres des Forces nouvelles et responsables locaux, Nord de la Côte d'Ivoire, novembre 2010.

⁴⁰ Entretiens de Crisis Group, responsables LMP, RDR et PDCI, Abidjan, novembre 2010.

La presse est retombée dans ses travers outranciers, et multiplie les manchettes provocatrices.⁴¹ De même, des SMS propagandistes circulent à Abidjan. Certains, venant des deux bords, se veulent humoristiques en comparant l'adversaire à une maladie, alternativement la « Gbagbo-citoze » ou la « Ouattaracitoze ». D'autres sont d'une très grande violence et mettent en cause les ressortissants du Nord, supposés proches de Ouattara.⁴² Cette méthode de propagande est particulièrement insidieuse, car elle ne tombe sous le coup d'aucune loi, et ses responsables sont quasiment impossibles à identifier. Elle n'a rien d'anodin: l'envoi de centaines de SMS est coûteux, et suppose des moyens et une organisation. Elle peut être l'indice d'une tentative d'orchestration de la tension et de la violence.

Les deux camps utilisent par ailleurs un dangereux outil de propagande : des films qui rappellent les pires moments du conflit armé sont projetés aux militants. Côté majorité présidentielle, ces films évoquent lourdement les exactions supposées des FN, après la rébellion du 19 septembre.⁴³ Côté RHDP, ils insistent sur la responsabilité, elle aussi présumée, du président Gbagbo dans le charnier de Yopougon.⁴⁴

Dans les états-majors des trois grands partis, on avance aussi rétrospectivement l'argument de la fraude massive qui aurait caractérisé le premier tour.⁴⁵ Cet argument qui ne repose sur aucune réalité concrète est très inquiétant. Comment en effet espérer des responsables politiques qu'ils reconnaissent les résultats du second tour, s'ils contestent déjà ceux d'un premier tour pourtant jugé correct par plusieurs milliers d'observateurs indépendants ?

L'exemple de l'issue de la violente contestation des résultats vécue en 2007 par le Kenya peut laisser croire à certains que l'usage de la violence pourrait permettre d'aboutir à une solution pour se maintenir au pouvoir en cas de

défaite: celle d'un partage du pouvoir, obtenu par la pression des armes. Cette option, outre les victimes qu'elle occasionnerait, prolongerait l'état de crise du pays et empêcherait son économie de redémarrer, ce qui serait préjudiciable pour tous les Ivoiriens mais aussi pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, dont la Côte d'Ivoire reste, avec le Nigeria, l'une des deux principales locomotives économiques. De plus, il est aujourd'hui difficile d'imaginer une cohabitation de type kenyan ou zimbabwéen avec Gbagbo et Ouattara.

En cas de contestation violente des résultats, il y a deux sujets d'inquiétude : le manque de coordination entre les forces impartiales et les incertitudes qui pèsent sur l'attitude de l'appareil de sécurité ivoirien. L'armée loyaliste compte certes des supporters de chaque camp, mais penche à priori plus pour le camp présidentiel. Elle sera déployée au Nord du pays pour pallier aux insuffisances du CCI.⁴⁶ Le Centre de commandement des opérations de sécurité (Cecos), chargé de sécuriser le processus à Abidjan, est lui résolument partial. Cette unité de 800 hommes, créée en 2005 pour lutter contre le grand banditisme, est dirigée par un fidèle du président, le général Guiai Bi Poin, et reçoit ses ordres directement de la présidence.

IV. SORTIR DE LA CRISE PAR UN SECOND TOUR EXEMPLAIRE

Une sortie de crise pacifique est possible en Côte d'Ivoire. La classe politique et la population ivoirienne ont fait preuve, par leur comportement lors du premier tour, d'une forte volonté de sortir de la crise par le haut. La Côte d'Ivoire balance depuis une décennie entre guerre et paix. Dans un pays où le pire n'est jamais à exclure, le théâtre de la vie politique et le verbe volontiers outrancier de ses acteurs masquent une capacité de compromis que la classe politique doit saisir.

Ce double jeu rend particulièrement difficile l'analyse des risques d'implosion du processus électoral. Il serait donc imprudent de tableur sur un second tour automatiquement pacifié par le climat d'optimisme qui s'est dégagé lors du vote du 31 octobre 2010. Si le scénario du pire n'est pas certain, il reste plus que jamais de l'ordre du possible. Plusieurs mesures et engagements doivent être pris pour permettre de faire pencher la balance du bon côté afin de préserver les acquis du premier tour.

⁴¹ « Comment Gbagbo a organisé la fraude », *L'Expression*, 12 novembre 2010. « Ouattara au second tour : les dangers qui guettent le pays », *Notre Voie*, 13 novembre 2010.

⁴² Un de ces SMS est rédigé comme suit : « 1 cri rauq déchir le silence ... 1 gendarme egorgé en sacrifice rituel a Korogo ! Sa auré pu etr toi, ton frère, ton père ton epou. Des fam enceinte ont été éventré et leur sang bu ... »

⁴³ Ces films reprochent entre autre aux FN d'avoir procédé à l'égorgement rituel de gendarmes.

⁴⁴ Le 26 octobre 2000, en marge d'affrontements qui avaient opposé militants FPI et RDR, 57 cadavres tués par balles furent découverts dans ce quartier populaire d'Abidjan. Voir Christian Bouquet, *Géopolitique de la Côte d'Ivoire* (Paris, 2005), p. 64.

⁴⁵ Entretiens de Crisis Group, responsables LMP, RDR et PDCI, Abidjan, novembre 2010. Le 6 novembre 2010, Ouattara et d'autres responsables de l'opposition ont annoncé vouloir un recomptage des voix. Voir « Election ivoirienne: Ouattara et l'opposition exigent un recomptage des voix », Agence France-Presse, 6 novembre 2010.

⁴⁶ Le 14 novembre 2010, le président Gbagbo a signé un décret permettant à l'armée loyaliste de se déployer en zone « Centre Nord Ouest » (CNO, zone tenue par les FN). Ce déploiement s'effectuera sous le contrôle du CCI.

Le premier de ces engagements doit être pris par l'ensemble de la classe politique. Il est presque d'ordre moral. En participant massivement au vote et en accordant plus de 95 pour cent des suffrages aux trois grandes forces politiques du pays, les électeurs ont très clairement opté pour le « vote utile » et ainsi manifesté leur désir de clore démocratiquement une décennie chaotique. Le monde politique ivoirien, qui invoque très fréquemment « la volonté populaire », se doit absolument de respecter cette volonté en acceptant honnêtement les résultats du second tour.

En vertu du rôle d'arbitre que lui confère implicitement l'APO, le Premier ministre devra sortir de sa réserve si le besoin s'en fait sentir en appelant les deux candidats et leurs partisans à la retenue et à la raison. Guillaume Soro, qui ne se présente pas à cette élection, a intérêt à ce que celle-ci se déroulent dans le calme et la transparence. Il pourra ensuite se prévaloir de ce succès et s'y appuyer pour sa future carrière politique.

De son côté, la communauté internationale doit maintenir et accentuer ses encouragements et ses pressions sur les responsables politiques ivoiriens. Le Président américain Barack Obama qui jouit d'une immense popularité en Côte d'Ivoire, et dont le message envoyé aux Ivoiriens avant le premier tour a contribué à calmer les esprits devrait envoyer un signal similaire pour le second tour.

Mais la communauté internationale doit aussi rappeler aux candidats, lors des rencontres que ses représentants auront avec eux, qu'ils seront tenus pour responsables de tout dérapage de la part de leurs supporteurs et amenés à rendre des comptes. Les membres du conseil de sécurité de l'ONU doivent faire au plus vite savoir aux responsables ivoiriens qu'ils observent avec attention le processus électoral en cours et demander au Conseil de prendre position contre tous ceux qui seraient tentés d'orchestrer des violences et de compromettre le processus de paix. Le régime de sanctions en vigueur depuis décembre 2004 est toujours actif et trois Ivoiriens figurent sur la liste du comité de sanctions depuis 2006.

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union africaine doivent manifester leur intérêt pour le scrutin du 28 novembre 2010 et produire une déclaration appelant les candidats à la retenue. Elles ne doivent pas considérer que le médiateur de la crise ivoirienne, Blaise Compaoré, suffit à lui seul à représenter la voix de l'Afrique en Côte d'Ivoire.

La Commission électorale indépendante doit s'assurer que ses agents électoraux sont correctement formés et en nombre suffisant dans chaque bureau de vote. Elle doit faire en sorte que les moyens logistiques soient réunis pour assurer un transport et une transmission rapides des procès-verbaux des bureaux de vote vers les structures de cen-

tralisation. En prévision du dépouillement et du comptage des voix, elle doit mettre au point un plan de communication permettant d'informer au fur et à mesure les Ivoiriens de l'avancée de ses opérations et donner des résultats partiels pour éviter la prolifération de rumeurs propices à des débordements.

Le Conseil constitutionnel devra jouer avec une totale neutralité son rôle clé d'ultime juge électoral et faire mentir tous ceux qui s'inquiètent de la coloration politique trop forte de son président, Paul Yao N'Dré, ancien ministre de l'Intérieur de Laurent Gbagbo. Face à ce problème de crédibilité du Conseil constitutionnel, le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en Côte d'Ivoire devra pleinement jouer son rôle de certificateur, ce qui constituera un test très important pour la mission qu'il dirige.

Les autorités doivent s'assurer que la coordination avec les forces internationales impartiales soit la meilleure possible pour une bonne sécurisation du vote et des électeurs. Le CCI doit redoubler d'efforts pour pourvoir en équipements de maintien de l'ordre, de communication et de transports les milliers d'hommes qu'il a à sa disposition.

Chacun des deux candidats doit avoir un discours apaisant et s'assurer que les extrémistes de son camp restent marginaux. Il doit également faire comprendre à ses partisans la nécessité d'accepter le verdict des urnes et de suivre les voies légales de recours. Le fait qu'il n'y ait pas eu d'incidents de grande ampleur lors du premier tour montre d'ailleurs que les candidats contrôlent leurs troupes. Ils pourront être tenus pour responsables en cas de violences lors du second tour.

Enfin, les candidats et les principaux cadres de leurs partis politiques ne doivent pas oublier que l'élection présidentielle n'est qu'une des étapes de la vie politique et que d'autres élections, municipales, départementales et législatives, suivront et permettront une distribution à la fois du pouvoir et des postes.

V. CONCLUSION

Avec cette élection présidentielle, la classe politique ivoirienne a une occasion unique de clore une décennie de crise politique et de violences récurrentes. Elle a aussi une occasion inespérée de créer les conditions du redémarrage économique de la Côte d'Ivoire. De nombreux Etats ont en effet promis de relancer leur coopération et des investissements privés devraient affluer si le pays retrouvait le chemin d'une paix durable, largement souhaitée par la population.

Il serait criminel que les leaders politiques ivoiriens gâchent l'opportunité qui leur est donnée en faisant dérailler

le processus électoral. Aucun des deux candidats ne devrait se faire le fossoyeur des espérances politiques et économiques de la Côte d'Ivoire. Celui qui choisirait l'option de la violence causerait un tort immense à son pays et s'exposerait aux réactions de la communauté internationale.

Les deux candidats ont donc tout intérêt à respecter le choix des électeurs. Ils en tireront une légitimité accrue. Le perdant pourra s'engager dans une opposition constructive, de manière à ce que la Côte d'Ivoire puisse, enfin, s'attaquer à ses problèmes structurels.

Nairobi/Bruxelles, 25 novembre 2010

APPENDIX A

CARTE DE COTE D'IVOIRE



International | Crisis Group

WORKING TO PREVENT
CONFLICT WORLDWIDE

International Headquarters

149 Avenue Louise, 1050 Brussels, Belgium • Tel: +32 2 502 90 38 • Fax: +32 2 502 50 38
Email: brussels@crisisgroup.org

New York Office

420 Lexington Avenue, Suite 2640, New York 10170 • Tel: +1 212 813 0820 • Fax: +1 212 813 0825
Email: newyork@crisisgroup.org

Washington Office

1629 K Street, Suite 450, Washington DC 20006 • Tel: +1 202 785 1601 • Fax: +1 202 785 1630
Email: washington@crisisgroup.org

London Office

48 Gray's Inn Road, London WC1X 8LT • Tel: +44 20 7831 1436 • Fax: +44 20 7242 8135
Email: london@crisisgroup.org

Moscow Office

Belomorskaya st., 14-1 – Moscow 125195 Russia • Tel/Fax: +7-495-455-9798
Email: moscow@crisisgroup.org

Regional Offices and Field Representation

Crisis Group also operates out of over 25 different locations in Africa, Asia, Europe, the Middle East and Latin America.

See www.crisisgroup.org for details.

www.crisisgroup.org